

7 mai 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, au Congrès de l'Europe à La Haye, sur le bilan de son action pour la construction de l'Europe et le nécessaire renforcement des institutions européennes, samedi 7 mai 1988.

Monsieur le président,

- Mesdames et messieurs,

- J'étais en effet l'un de ceux, rares sans doute avec moi, ceux de cette époque-là, qui ont vécu la séance historique dans cette même salle, du premier congrès européen de La Haye, il y a quarante ans, sous la présidence de Churchill.

- J'étais moi-même jeune homme politique français, et je regardais avec curiosité, parfois admiration, celles et ceux qui s'exprimaient en ce temps-là, au sortir d'une deuxième guerre mondiale qui laissait assurément sa trace de deuils et de chagrins, ses blessures qui avaient abandonné l'Europe pantelante, divisée, déchirée. Quelques hommes avaient déjà imaginé qu'à partir de là il fallait reconstruire un monde. Ils avaient à mes yeux, on peut le supposer, l'immense prestige des créateurs, des fondateurs, des inventeurs. Je ne me mêlais point de leurs débats, on tentait de les écouter et de les suivre avec esprit critique, comme on doit l'avoir. Mais emportés par le brassage des idées, des projets, faut-il faire l'Europe, quelle sera-t-elle ? Son contenu et son destin ? Faut-il se contenter d'une sorte de réconciliation des ennemis de la veille, donner à cette réconciliation un aspect sacramentel, officialiser de vagues institutions, ou bien faut-il décidément s'orienter vers une Europe organique, structurée, unie, qui un jour - c'était il y a quarante ans - un jour pensait-on, pourrait restituer à chacun des pays qui la composeront, leur présence sur la scène du monde ? Chacun d'entre eux, chacun d'entre ces pays, si on le comparait aux deux empires qui venaient de l'emporter et de se partager l'influence sur la terre, chacun de nos pays, quelle que soit sa grande histoire ou sa culture, paraissait voué, et pour longtemps, à ne remplir que les rôles subalternes. Et pourquoi ? Pourquoi notre civilisation, pourquoi notre histoire, pourquoi notre économie, pourquoi nos femmes et nos hommes seraient-ils voués à ne connaître que la dépendance ? Il était évident dès cette époque, qu'il faudrait bien un jour fonder les institutions au sein desquelles ces femmes et ces hommes d'Europe se retrouveraient un jour.

- On peut, et on doit admirer, la patience d'hommes comme Jean Monnet, ou Schuman, ceux que l'on célèbre le plus habituellement pour la France : Adenauer, Gasperi, bien d'autres encore... J'avais moi-même eu l'occasion, plus tôt encore, avant la guerre, de connaître Jean Monnet, je suis originaire d'une petite ville voisine de la sienne et nos familles se connaissaient, et lorsque j'étais collégien, déjà je l'entendais, préoccupé de ce que la guerre devait finir par déclencher, illumination finale, mais déjà préoccupé du devenir de ce continent en voie de décadence, c'est du moins sous cet aspect-là qu'il apparaissait à une époque. Je le répète, c'était avant 1939, où cette Europe-là, la nôtre, était déchirée par les passions, les idéologies, appartenait pour une large part à des régimes dictatoriaux, victime d'idéologies qui devaient se révéler sanguinaires.

Je rappelle ces souvenirs puisque vous avez bien voulu m'inviter. Je suis revenu dans ces lieux, à diverses reprises. On aime remettre les pas dans les pas de son passé, sans s'y installer à

demeure, à quoi cela servirait-il ? Mais, puisque quelques occasions sont données, des étapes ou des oasis au milieu des combats, et parmi les travaux, de retrouver en certaines dates solennelles celles et ceux qui partagent, au moins sur ce plan-là, un idéal avec vous, une démarche, qui adoptent une méthode, qui, ayant fait le tri de ce qui est important et de ce qui ne l'est pas, estiment, comme c'est mon cas, que la construction de l'Europe se place au premier rang, c'est une affirmation qui avait quand même quelques chances d'être applaudie ici. Je ne l'ai pas dite pour cela, mais nous restons en terrain connu.

- Il faudra bien mesurer le chemin parcouru. Depuis cette époque qui paraîtra lointaine à nombre d'entre vous, j'ai pu assumer un certain nombre de responsabilités et prendre part à l'édification de l'Europe. Constaté ses reculs, ou du moins ses hésitations. Que de réflexions, de débats et parfois de querelles avant de franchir des obstacles modestes. Mais voilà, une grande idée est née. A partir de cette idée, un grand projet, nous en connaissons les fondements, nous en remercions les artisans, et nous savons que même quand ça va mal, ça finit bien, ce qui veut dire que les crises qui se résolvent par un progrès, expriment une sorte d'obscure volonté historique dont nous sommes pour un moment les interprètes. D'une génération à l'autre, elles signifient, je le crois, un mouvement profond de l'histoire.

J'ai pris part, comme beaucoup d'entre vous que je vois devant moi, à côté de moi, aux différentes étapes de ces vingt dernières années.

- Et lorsque j'ai pu agir directement, premier responsable de mon pays, ça a été pour constater que l'Europe ne marchait plus. De 1981 à 1984, les contentieux s'accumulaient. Ils s'accumulaient déjà depuis les deux années précédentes. On ferait aujourd'hui la somme des problèmes qui avaient arrêté la machine en marche, ou bien on en sourirait, ou bien on s'indignerait. C'était hors de proportion avec l'enjeu - quelques pays, nous n'étions pas encore douze, dix pays - et pourtant chacun d'entre vous qui a eu à gérer l'Europe, quel que soit le nombre des parties prenantes, a connu ce genre d'hésitation ou de retard, des années et des années perdues, puisqu'il suffit que l'un d'entre eux, des partenaires, sur les sujets sérieux, s'oppose, pour que tous les autres soient contraints de déposer le sac sur le bord de la route. Nous avons vécu une expérience du même type entre 1984 et 1985, la décision que nous avons prise à quelques-uns d'organiser le marché unique, le grand marché européen qui a buté successivement sur plusieurs rencontres aux Sommets pour commencer de voir le jour à Milan, s'épanouir à Luxembourg, nous a conduit à dépenser tant de force, à nous épuiser dans tant de débats que parvenus au terme de la course, nous avions tendance à penser que l'Europe, une fois de plus, avait balbutié. Et cependant, aussi bien à Fontainebleau qu'à Stuttgart, à Milan aussi bien qu'à Luxembourg, en fait, l'histoire s'était construite, à la limite et sans paradoxe, sans qu'on s'en aperçoive, dans l'obstacle, l'empêchement d'agir, les difficultés d'être d'une Europe encore incertaine, qui peuvent apparaître aux ouvriers du moment comme pratiquement insurmontables. Eh bien, ils ne le sont pas. Chaque fois, quelques hommes ou femmes se dressent, montrent le chemin et les dernières décisions, celles de 1985, qui commencent aujourd'hui à entrer dans les faits, qui plus encore y entreront bien entendu le 31 décembre 1992, qu'il a fallu cependant formaliser et doter de budgets, des financements nécessaires dans les difficiles débats du sommet de Bruxelles qui très récemment encore nous rassemblait, tout cela montre qu'il existe pour l'Europe une vocation profonde que j'appelais obscure, que l'oeil ne parvient pas, le regard ne parvient pas à discerner et qui doit, j'imagine, être comme l'expression d'un mouvement des siècles £ ou bien on y contribuera, ou bien on le brisera, il n'y aura pas d'Europe, et nous non plus, ne serons rien.

Chacun de nos pays a ses exigences. Lorsqu'on débat, par exemple, de cohésion économique et sociale comme vous l'a sans doute rappelé tout à l'heure Jacques Delors, si souvent je m'en entretiens avec lui, comment créer cette cohésion à partir de ce que nous avons, de ce point de vue le grand marché devrait marquer une étape déterminante, pratiquement - le mot a été employé par le Président de la Commission - irréversible, si nous ne perdons pas un seul jour, sur cinq années déjà fortement entamées. La cohésion économique, la cohésion sociale aussi, entre les différentes régions de l'Europe : la plupart des pays de la Communauté aujourd'hui sont

tributaires de certaines de leurs régions qui traînent parce qu'ils sont pauvres, mal équipés, et de nouveaux déséquilibres risquent de se créer entre les Douze, de telle sorte que des refus nouveaux vont naître à leur tour. Pourquoi des Européens se décideraient-ils à jouer la partition de citoyens à part entière, alors qu'en vérité ils seraient voués, comme cela arrive si souvent à l'intérieur de nos classes sociales, à un destin soumis à plus puissant, exerçant domination et privilèges.\

Cohésion économique : nous avons pris les actes qui convenaient en 1985, il faut maintenant décider dans la vie quotidienne que nous tiendrons ce rendez-vous.

- On voit bien quels sont les domaines où nous y parviendrons, il en reste beaucoup qui demeurent confus, beaucoup qui demeurent hors de notre portée, je pense en particulier aux marchés publics, aux droits des sociétés, la reconnaissance mutuelle des diplômes pourrait aller plus vite, aux harmonisations fiscales. Nous ne sommes pas intellectuellement et politiquement prêts à aboutir dans ces domaines avant la fin 92, et pourtant c'est bien le contrat. Il ne suffit pas de s'émerveiller de ce que bientôt, les personnes, les biens, les capitaux, les marchandises circuleront librement £ un étudiant pourra choisir son université d'une année sur l'autre sans demander la permission de personne, de même qu'un médecin, un avocat, un ouvrier, un joueur de football pourra choisir, si on l'appelle quelque part, de travailler dans une ville des douze pays, d'y vivre, d'y prospérer peut-être, je le souhaite. Oui, on est en droit de s'émerveiller de cela lorsque l'on revient à 1948 avec des parlementaires de bonne volonté mais qui n'en étaient pas moins revêtus peu de temps auparavant de l'uniforme de soldats qui s'entre-tuaient.\

Les problèmes qui nous préoccupent aujourd'hui paraissent d'une autre -nature, on respire, mais va-t-on en rester là ?

- J'ai pris l'initiative - je ne me les attribue pas toutes, la campagne électorale française est terminée deus minuit, et si je vous avais parlé un peu plus tôt, je vous aurais dit la même chose, faites-moi quand même cette confiance. Les idées, les projets foisonnent et ils viennent de toutes parts, bien qu'il y ait tout de même quelques spécialistes des progrès de l'Europe et quelques autres spécialistes de ses reculs, mais j'arrête là mon analyse. Vous imaginez ce que je pourrais dire et qui serait vraiment un manque tellement évident aux lois les plus ordinaires de la civilité puérile et honnête, ou même ce qui serait pire encore de la diplomatie. Enfin, c'est comme ça que cela se passe - et lorsque j'ai demandé, bien au-delà de la Communauté, la création d'une Europe technologique autour du projet Eurêka qui a tout de suite rassemblé les Douze, et puis six autres, dix-huit, c'était déjà bien, avec un appel d'air du côté de pays qui ne sont pas Européens, ou qui sont de l'Union soviétique, aussi bien que des pays scandinaves, aussi bien à l'extérieur de notre continent au Canada, ou bien de l'Argentine, ou bien du Japon, on a aperçu un intérêt dans cette capacité de l'Europe à regrouper, à rassembler autour de technologies de pointe les meilleures de ces entreprises à leur disposition, non point par des formules étatiques ou d'une fonction publique étouffante, avec simplement l'intervention des Etats pour allumer la machine. On a senti que désormais il serait peut-être possible d'imaginer que les meilleurs de nos cerveaux scientifiques, techniciens, industriels, ne seraient pas forcément appelés soit à vivre et à travailler au-delà de l'Atlantique parce que c'est là qu'ils trouveraient l'instrument de leur travail et peut-être aussi la rémunération nécessaire, mais que désormais nos entreprises n'étaient pas non plus destinées à être nécessairement les sous-traitants de plus puissants venus du Japon ou d'ailleurs.\

Et le relais, dans un parallélisme parfait, la proposition de la Commission à l'initiative de Jacques Delors, pour un plan-programme propre à la Communauté, tout cela marchant ensemble, dessine dès maintenant les traits d'une Europe technologique, économique, agricole, depuis le point de départ, économique dans tous les sens, juridique, scientifique et technologique, dotée déjà d'un embryon de système monétaire - décision prise du côté de la France à l'époque de M. Giscard d'Estaing - un système monétaire qu'il faut absolument, dans un délai raisonnable, pousser plus loin pour qu'il remplisse son rôle, c'est-à-dire qu'il dispose d'une monnaie et de l'organisme bancaire qui permettra de gérer cette monnaie, avec le risque indiqué précisément par le Président de la Commission. Il faut le faire. Les esprits n'y sont pas prêts et la meilleure manière d'échouer, ce serait peut-être aussi de vouloir en faire trop, ou du moins trop vite. Alors il faut pouvoir mesurer l'ampleur de son pas

pouvoir mesurer l'ampleur de son pas.

- Je crois qu'il serait très important, - là je m'exprime au nom de mon pays, puisque j'ai encore le droit de le faire - de manifester notre appui, que vous manifestiez votre appui, à la proposition de M. Genscher de créer vraiment ce groupe des sages qui devrait définir les conditions de la création de l'espace monétaire européen et de la fameuse banque centrale, qui a déjà rencontré tant d'obstacles. Mais je le dis, sous la réserve déjà exprimée, oui il faut le faire, mais à l'allure qui convient. L'objectif est immense, des étapes seront nécessaires, ne confondons pas, pour ne pas achopper, alors que nous aurions voulu réussir.

- Enfin tout cela vous savez que c'est inclus dans la proposition de Hanovre, pour l'ordre du jour prochain, on a le nez sur la vitre, il va falloir faire un progrès, il est indispensable.\

N'oublions pas, mesdames et messieurs, la dimension sociale.

- Avec un peu de malice, j'ai rappelé récemment que lorsqu'à peine élu Président de la République française, et encore inspiré, toujours inspiré, par les projets politiques qui étaient les miens à l'époque et qui le sont toujours, je disais, eh bien il faudrait peut-être que l'Europe se dote d'un espace social, je me souviens de l'effroi qui s'est répandu tout aussitôt, parmi les participants de ce sommet européen. Et un effroi visible. J'ai rappelé que seul un audacieux et cependant timide danois, peut-être par commisération, avait bien voulu m'apporter une sorte de soutien dont je ne puis même pas dire qu'il ait été verbal, mais enfin un bon regard m'indiquait que sur ce terrain-là, on pouvait peut-être parler ensuite dans les couloirs.

- Et maintenant l'espace social, c'est devenu une expression très admise. Bravo pour l'expression, j'aimerais bien que bientôt il y eût un contenu. Alors est-ce que le contenu nous effraierait ? Je pense que cet espace social européen devrait être un des thèmes majeurs de nos assemblées. Ce sera en tout cas, si l'on veut bien m'entendre, cela devrait être un thème majeur pour la Présidence qu'exercera mon pays en 1989. Je sais que je ne suis plus désormais le seul à m'exprimer de cette manière, relayé à l'époque par mon courageux ministre des affaires étrangères qui était Claude Cheysson, très initié aux affaires de l'Europe déjà, et que maintenant vous êtes de tous pays, et la Commission tout entière, prêts à franchir le pas.\

Voilà donc la cohésion économique, la coopération scientifique, le renforcement monétaire, la dimension sociale, vous avez cité également l'environnement, je vous suivrai. Il me semble que, ayant parlé rapidement de la recherche et de la technologie sans propositions précises, j'ajouterai celle-là : je proposerai en tout cas que se réunisse dans les deux ans, un vrai et grand colloque des chercheurs européens pour qu'ils nous disent eux-mêmes de quelle manière ils conçoivent le devenir d'une Europe, qui, si elle ne va pas très vite en raison de la rapidité des progrès de l'esprit, risquerait d'être distancée pour encore un demi-siècle, par ses concurrents immédiats.\

Bon, j'en ai fini, ou quasiment. Je garde dans un coin de l'esprit la nécessité de commencer de dessiner, d'esquisser les moyens d'une sécurité commune. Vous en connaissez la difficulté, nous sommes encore dans le mouvement de l'histoire qui a voulu se fixer en 1945. L'Europe n'a pas encore cette propriété politique d'avoir à se faire elle-même. Il faut qu'elle conquière cette forme d'indépendance. Encore faut-il que chacun de nos pays le puisse avec le statut qui est le sien. Un pays comme l'Irlande est neutre, qu'avons-nous à lui demander ? Beaucoup de choses, mais sur ce terrain-là, non. D'autres ont des traditions qui les éloignent de cette conception, ont le regard tourné vers le grand large, plus que sur notre continent. Nous partons de très loin dans un domaine comme celui-ci, et même au sein de l'UEO. Les conversations sont intéressantes, fructueuses, elles butent rapidement dès que l'on parle d'organisations.

- Mais enfin ayons cela dans l'esprit, en songeant qu'il ne pourrait exister aucune forme de sécurité collective pour l'Europe, si nous n'avions pas fait précéder cette démarche par la création ou l'institution d'une réelle unité politique, celle dont on a parlé dès le premier jour dans cette salle des Chevaliers, il y a quarante ans, qui n'a pratiquement pas avancé depuis, sinon que les matériaux qui serviront à la construction ont été apportés. Ils sont là, il suffit de se baisser pour les édifier, leur donner forme d'une construction. L'union politique, l'unité politique dont on parle naturellement à chaque rencontre, qui se dessine parfois sur quelques thèmes de politique extérieure, il y a des esquisses de politique extérieure abordées par les sommets européens, de temps à autre, quand ces problèmes ne sont pas difficiles, c'est-à-dire quand l'accord est acquis

d'avance. On parle assez commodément de l'Afghanistan, on parle moins facilement de l'Amérique centrale. Vous m'expliquerez pourquoi ? Je veux dire par là que l'Europe continue de vivre dans un monde culturel qui l'éloigne véritablement de la prise de responsabilités. Et pourtant, elle est appelée à avoir avis sur tout, car est-ce votre objectif ou non, reprenant la longue suite des fondateurs, est-ce votre objectif ou non que nous puissions un jour nous exprimer, ou bien entendu nos successeurs, au nom d'une Europe unie, qui n'aura pas confondu les batteries, qui aura donné au contraire plus d'élan aux réalités au fond de l'histoire qui nous est propre à chacun d'entre nous mais qui tout de même aura fait consentir les sacrifices nécessaires pour que nous ayons droit à la parole dans les affaires de la planète.\

Voilà ce que je voulais vous dire. C'est banal, j'ai parlé comme chacun d'entre vous l'aurait fait à ma place, si nous sommes là, cela est présupposé. Mais j'y ajoute peut-être l'expérience vécue, en me réjouissant que l'Europe ait quand même déjà abordé des problèmes, et traité, réglé, quelques problèmes qui sortent de son horizon habituel, les réussites des conventions de Lomé, l'audace intellectuelle qu'il a fallu pour que l'Europe prenne en compte les intérêts d'une large partie du tiers monde autour des pays désignés dans les actes de Lomé, un des trois, peu importe, une suite qui permet à l'Europe d'exercer un rôle non point de tutelle, mais d'amitié et de présence, dans le développement d'un continent voisin et puis même de pays très lointains puisque, comme vous le savez, Lomé concerne aussi bien le Pacifique que les Caraïbes.\

Et puis ces pays, qui sont au Conseil de l'Europe, et puis d'autres qui n'y sont pas, qui sont d'Europe, on pourrait dire presque d'Europe occidentale, parfois d'Europe centrale, qui ne participent pas, nos structures que nous rencontrons de temps à autre dans d'autres assemblées, qui sont nées de la même histoire, par quels moyens parviendrons-nous, des progrès ont été déjà accomplis, à faire que même s'ils ne sont pas la communauté, ils se sont associés davantage encore au destin de l'Europe ? Nous avons à prendre en compte l'Europe dans sa géographie, même si nous ne sommes encore qu'une fraction de l'Europe dessinée au hasard des guerres et des conflits, et dont les absurdités sautent aux yeux dès qu'on regarde le moindre atlas. Et il faudra pousser plus loin le regard et penser au-delà du siècle et sans que jamais on ne prenne le risque de compliquer une situation internationale déjà fort difficile. Que nul n'ait le sentiment qu'il doit défendre son pré carré, au besoin par les armes. Malgré tout comment ne pas songer aux pays et aux peuples qui se trouvent séparés de nous, politiquement, économiquement, socialement dans le jeu des alliances, ceux de l'Europe de l'Est, sans exception aucune, mais qui proviennent tout de même, voyons grand, des mêmes sources, ce sont les mêmes fleuves, sur les rives desquels, sur lesquels nous vivons. Nous sommes inspirés des mêmes origines, quelles qu'elles soient, spirituelles, esthétiques, ou morales, ce sont les mêmes héritages, et si la politique d'un siècle a voulu que tout cela fut brisé, morcelé, eh bien pensons au siècle suivant et recomposons le pays selon la logique des temps.\

Voilà quelques données que je tenais à vous rappeler, n'ayant pas du tout la vanité de penser que j'ai ajouté quoi que ce soit qui soit nouveau, ce serait d'ailleurs bien dommage que ce soit nouveau puisqu'il est des hommes et des femmes de grand talent qui consacrent leur vie à la construction de l'Europe, leur vie, leurs pensées, leur temps, leur travail. C'est vers eux que je me tourne pour les remercier. Donnez à nos institutions européennes plus de force, au Parlement, à la Commission, au Conseil lui-même, et à sa Présidence, plus de force et plus de durée. Je ne crois qu'aux institutions, bien entendu je crois aussi à la vie qui loge dans les institutions, mais il n'y a rien, ni liberté, ni progrès, ni avenir, s'il n'y a pas les institutions qui se substituent aux carences des hommes ou des individus.

- Eh bien vous faites bien votre travail, je tiens à vous en remercier, au nom de la France, il y a les dignes successeurs de ceux qui étaient là, que j'entendais, qui inventaient, et qui imaginaient, encore fourbus par les efforts d'une guerre où chacun d'entre nous avait apporté sa part de sang et de malheur, les successeurs sont parmi nous. Je souhaite pouvoir pour ma part aider mon pays à entrer dans leurs traces parce que l'Europe reste à faire et cela dépend, pour le temps qui vient, de nous £ en attendant la suite, merci.\